# 17 NOVEMBRE :

## NOUVELLE JOURNEE DE GREVE POUR LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS ET POUR VIVRE DE NOS METIERS !

Le 5 novembre 2026, 1,6 million de personnes ont manifesté dans tout le pays contre la vie chère, pour l'augmentation des rémunérations et pour nos services publics. Dans nos secteurs, la mobilisation a également été très suivie avec de nombreuses grèves et débrayages dans le spectacle vivant, l'enseignement artistique, dans la production du film d'animation, dans la production cinématographique et audiovisuelle, ainsi que dans la presse, l'audiovisuel public et chez les artistes auteur·rices qui iels aussi ont cessé le travail.

Sans ambiguïté, l'exaspération est grande dans nos professions. D'abord car l'inflation sur certains besoins primaires a explosé sans que ni les rémunérations ni les allocations chômage ne suivent.
Ensuite car les politiques budgétaires d'austérité menées depuis deux années contre nos professions et contre les services publics conduisent à la suppression de milliers d'heures de travail et nous connaissons de manière historique un recul de l'activité et une paupérisation dans les métiers qui sont les nôtres.

Alors que la mobilisation sociale exige des réponses de fond, le gouvernement a organisé une mascarade de conférence sociale de laquelle rien ou presque n'est sorti.
Une faible augmentation du smic et la publication d'un décret, sanctionnant vaguement les branches ayant des minima en dessous du smic, récalcitrantes à ouvrir des négociations sur les salaires.

Sans véritable réponse sur le fond, le gouvernement a multiplié les gardes à vue et mesures de surveillance administratives sans aucun fondement et ce afin d'écraser le mouvement. Plusieurs camarades et collègues ont fait les frais de cette politique répressive à Nice, Tours, Bar le Duc, Lyon, Avignon, Nantes et Paris.
Nous leur apportons toute notre solidarité.

Les projet de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour l'année 2027 s'annoncent toujours catastrophiques avec notamment une baisse importante de budget dans le périmètre du ministère de la Culture.

Toujours en prétextant vouloir faire des économies, le gouvernement ponctionne à nouveau l'assurance chômage de plusieurs milliards d'euros et place ainsi une nouvelle fois l'UNEDIC dans le rouge.
La prochaine négociation du régime spécifique d'assurance chômage des intermittent·es du spectacle s'annonce déjà sous tension ! Nous rappelons que ce ne sont pas aux privés d'emploi de payer l'addition.

L'AFDAS, opérateur de compétences pour la formation dans nos secteurs, est également menacée par une disposition du projet de loi de financement de la sécurité sociale (article 88) qui envisage de la priver de la gestion de l'apprentissage dans nos secteurs. C'est inacceptable.

Nous appelons à la mobilisation pour des augmentations généralisées des rémunérations pour toutes les catégories de travailleur·euses ainsi que la revalorisation des allocations chômage, et en particulier l'allocation chômage minimale des intermittent·es du spectacle.
Nous exigeons que le patronat ouvre immédiatement des négociations pour revaloriser les grilles minima des salaires et cesse d'essayer de sabrer nos acquis.

Nous appelons à la mobilisation pour construire une sécurité sociale complète aux artistes auteur·rices en leur garantissant notamment une continuité de revenus.

Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel, du Cinéma
de l'Information, des Arts et de l'Action Culturelle CGT
14-16, rue des Lilas 75019 PARIS - 01 48 03 87 60 - cgtspectacle.com

Nous appelons le gouvernement à revoir sa copie et à refinancer nos services publics ainsi que notre fond d'aide à l'emploi pérenne dans le spectacle (FONPEPS) à hauteur des engagements pris à sa création (96 millions d'euros) pour disposer d'un levier important afin de soutenir l'emploi dans le contexte difficile que nous connaissons.

Nous appelons le gouvernement à ouvrir les yeux sur les lourdes difficultés sociales que traversent nos professions. Partout les salaires, le point d'indice, et les rémunérations doivent être revalorisé·es.

Le 17 novembre prochain et au-delà montrons que la mobilisation ne faiblit pas et soyons nombreuses et nombreux en grève et dans la rue pour défendre notre avenir !

*Paris, le 12/11/2026*

Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel, du Cinéma
de l'Information, des Arts et de l'Action Culturelle CGT
14-16, rue des Lilas 75019 PARIS - 01 48 03 87 60 - cgtspectacle.com